

**Association « INSTITUT HELIO
MARIN DU DOCTEUR PEYRET –
LES EMBRUNS »**

**Rapport du commissaire aux
comptes sur les comptes
annuels**

Association « INSTITUT HELIO MARIN DU DOCTEUR
PEYRET – LES EMBRUNS »
Rue de l'Uhabia – 64210 BIDART

Ce rapport contient 28 pages
Référence : CAC/BS/20250507

Association « INSTITUT HELIO MARIN DU DOCTEUR PEYRET – LES EMBRUNS »

Siège social : Rue de l'Uhabia – 64210 BIDART

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

1 Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association LES EMBRUNS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

2 Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

3 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des principes et méthodes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié :

- les informations relatives aux faits marquants de l'exercice telles que décrites dans la note « FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE OU DE LA CLOTURE » de l'annexe ;
- le caractère approprié et justifié de la dépréciation de la balnéothérapie telle que décrite dans la note « Observation sur le traitement comptable de la balnéothérapie » de l'annexe.

4 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

5 Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 23 avril 2025.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion,

la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Tarnos, le 30 mai 2025

Bertrand Sers
Commissaire aux Comptes

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

BILAN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

ACTIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024			Exercice N-1
	BRUT	Amortissements et dépréciations	NET	01/2023 - 12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, ...	162 840	162 159	681	1 674
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	12 196		12 196	12 196
Constructions	10 768 990	8 607 959	2 161 031	2 535 373
Installations techniques, matériels et outillage	2 081 978	1 438 527	643 451	615 897
Autres immobilisations corporelles	951 427	690 929	260 498	228 838
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	15 000	15 000		
Autres titres immobilisés	303 600		303 600	303 600
Prêts				
Autres immobilisations financières	787 479	179 040	608 439	729 698
ACTIF IMMOBILISE - Total I	15 083 510	11 093 615	3 989 895	4 427 276
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	111 648		111 648	99 173
Avances et acomptes				4 607
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 364 937	3 378	1 361 559	593 446
Créances reçues par legs ou donations				
Autres créances	106 524		106 524	177 409
Valeurs mobilières de placement	706 859		706 859	
Instrument de trésorerie				
Disponibilités	3 942 401		3 942 401	4 665 445
Charges constatées d'avance	34 569		34 569	58 947
ACTIF CIRCULANT - Total II	6 266 938	3 378	6 263 560	5 599 026
Frais d'émission des emprunts (III)	140 816		140 816	158 984
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	21 491 264	11 096 994	10 394 271	10 185 286

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

BILAN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

PASSIF	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N-1 01/2023 - 12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	251 772	251 772
Fonds propres complémentaires	1 212 593	1 212 593
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Reserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres réserves	872 543	872 543
Report à nouveau	1 494 326	1 608 872
<i>dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
<i>dont dépenses refusées ou inopposables aux financeurs</i>		
<i>dont charges des activités SMS de prise en compte différée</i>		
Résultat en attente d'affectation		
<i>dont résultat hors activités sociales et médico-sociales</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales non contrôlées</i>		
<i>dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice	398 296 -	114 546
Situation nette (sous total)	4 229 531	3 831 235
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	103 333	124 633
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	4 332 864	3 955 867
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	295 156	411 164
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	295 156	411 164
PROVISIONS		
Provisions pour risques	297 507	256 790
Provisions pour charges	578 631	556 562
PROVISIONS - Total III	876 138	813 352
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	3 284 819	3 691 667
Emprunts et dettes financières diverses	24 861	27 628
Avances et acomptes reçus sur commande	86 243	27 671
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	434 388	232 852
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 042 549	917 451
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	17 253	1 419
Instrument de trésorerie		
Produits constatés d'avance		106 215
DETTES - Total IV	4 890 113	5 004 903
Ecarts de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	10 394 271	10 185 286

COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N-1 01/2023 - 12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	230	
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	2 043	1 681
<i>dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de services	1 396 758	1 185 333
<i>dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	9 476 789	9 033 990
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>		
Versements des fondateurs ou consommation de la dotation		
Ressources liées à la générosité du public		
<i>Dons manuels</i>		
<i>Mécénats</i>		
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	168 879	216 407
Utilisations des fonds dédiés	151 008	250 120
Autres produits	4 912	3 086
Total I	11 200 619	10 690 617
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises	2 099	1 739
Variation de stocks	-160	-704
Achats de matières premières et autres approvisionnement	351 289	203 848
Variation de stocks	-12 315	11 501
Autres achats et charges externes	2 151 589	2 166 979
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	590 462	554 676
Salaires et traitements	4 767 715	4 505 913
Charges Sociales	2 010 790	1 941 402
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	650 586	887 941
Reports en fonds dédiés	35 000	226 102
Autres charges	28 749	5 164
Total II	10 575 805	10 504 562
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	624 813	186 055
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	126 291	91 868
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	3 046	
Différences positives de change		
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement	6 856	
Total III	136 193	91 868

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

COMPTE DE RESULTAT ASSOCIATIONS ET FONDATIONS – ANC 2018-06 et ANC 2019-04

	Exercice N 01/2024 - 12/2024	Exercice N-1 01/2023 - 12/2023
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions	33 168	21 214
Intérêts et charges assimilées	141 715	154 086
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cession de valeurs mobilières de placement		
Total IV	174 883	175 300
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	-38 690	-83 431
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	586 123	102 624
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		9 765
Sur opérations en capital	23 541	39 393
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		524 068
Total V	23 541	573 226
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	3 718	7 237
Sur opérations en capital	212	385 160
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	170 557	369 957
Total VI	174 487	762 355
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-150 946	-189 129
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	36 881	28 041
Total des produits (I+III+V)	11 360 352	11 355 712
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	10 962 056	11 470 257
EXCEDENT OU DEFICIT	398 296	-114 546
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

BERTRAND SERS
FBS AUDIT
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COUR D'APPEL DE PAU

ANNEXE

Aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, caractérisés par les données suivantes :

✓ Total du bilan	10 394 271 €
✓ Résultat de l'exercice (excédent)	398 296 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Association en date du 23 avril 2025.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'Association.

PRESENTATION DE L'ENTITE

Description de l'objet social de l'Association INSTITUT HELIO MARIN DU DR PEYRET – « SMR LES EMBRUNS »

L'objet social de l'Association est décrit ainsi dans ses statuts :

« L'Association a pour objet :

- a) *L'exploitation, l'extension et la pérennité de l'établissement de Médecine Physique et de Réadaptation Fonctionnelle sis à BIDART « LES EMBRUNS » originellement créé par Monsieur le Docteur Pierre PEYRET sous la forme d'un établissement de cure.*
- b) *La création et l'exploitation de tous établissements ou services y compris hospitaliers, destinés à poursuivre l'œuvre du Docteur PEYRET. »*

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association administre et gère ainsi un établissement de soins médicaux et réadaptation (SMR), « LES EMBRUNS », spécialisé dans la prise en charge des affections du système nerveux et de l'appareil locomoteur. Cet établissement dispose également de la mention « polyvalent » et deux programmes d'éducation thérapeutique, éducation thérapeutique nutritionnelle et éducation thérapeutique des troubles vésico-sphinctériens des vessies neurogènes et non neurogènes. Il accueille des adultes, des adolescents et des enfants après un séjour à l'hôpital ou en clinique ou sur prescription médicale de leur médecin traitant.

L'établissement « LES EMBRUNS » a été fondé en 1919 par le Docteur PEYRET. Il a été confié par la suite à la congrégation Dominicaines de NOTRE DAME DU TRES SAINT ROSAIRE DE MONTEILS. Le 9 mars 1961 l'Association INSTITUT HELIO MARIN DU DOCTEUR PEYRET est créée afin de recevoir et d'assurer la gestion et l'administration de l'établissement « LES EMBRUNS » dans le cadre juridique d'une association régie par la loi de 1901 à but non lucratif.

L'établissement « LES EMBRUNS » est un établissement de santé privé d'intérêt collectif (ESPIC) délivrant un service public hospitalier.

Description des moyens mis en œuvre

Les moyens d'action de l'Association sont décrits ainsi dans les statuts :

« Afin de réaliser son objet, L'Association se propose de recourir aux moyens d'action suivants :

- a) La création, la gestion, de tous établissements ou services en lien direct ou indirect avec son objet.
- b) La participation, l'aide et le soutien à tous organismes ayant un objet similaire ou complémentaire.
- c) La gestion de son patrimoine immobilier concourant à son objet de façon directe ou indirecte.
- d) La vente, permanente ou occasionnelle, de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation. »

Dans ce cadre l'Association continue d'exploiter l'ensemble immobilier situé à BIDART dans les Pyrénées-Atlantiques, héritage du Docteur PEYRET, composé d'une clinique qui dispose de 80 lits en hospitalisation complète et 25 places en hospitalisation à temps partiel (ambulatoire) et de ses annexes.

L'Association a investi dans plusieurs plateaux techniques spécialisés (Balnéothérapie alimentée par l'eau de mer chauffée, équipement d'exploration de l'équilibre et de la posture, appareil d'isocinétisme, une assistance robotisée des membres supérieurs, un simulateur de conduite automobile, une cuisine thérapeutique, un laboratoire d'analyse de la marche et du mouvement, un atelier d'appareillage de prothèses et confection d'orthèses, une thérapie miroir des membres supérieurs, un plateau technique d'explorations urodynamiques, un échographe pour l'injection de toxine botulique).

L'ensemble de ces équipements permet à une équipe pluridisciplinaire de médecins spécialisés MPR, de rééducateurs, de personnels médico-techniques et de soignants de mener à bien l'activité de l'établissement en proposant à chaque patient un bilan global personnalisé et en mettant en œuvre un projet thérapeutique individualisé.

FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE OU DE LA CLOTURE

Éléments endogènes

L'établissement a connu une difficulté de gouvernance à la fin de l'exercice 2022 dont les conséquences s'étaient poursuivies sur l'exercice 2023 et de façon résiduelle sur l'exercice 2024. L'établissement, pour mémoire, s'est retrouvé dépourvu d'équipe médicale permanente pendant plusieurs mois de fin 2022 à fin 2023. Le Conseil d'administration avait mandaté le 29 janvier 2023 un cabinet de conseils afin d'établir un audit de la situation et de proposer des solutions de sortie de crise.

Les difficultés de gouvernance ont été résolues en 2023, en liaison étroite avec l'AGENCE REGIONALE DE SANTE (ARS) par une série de mesures, opérationnelles à la date d'établissement des présents comptes annuels :

- La révision des statuts de l'Association qui a consisté en la création d'un Conseil de surveillance garant de l'esprit et des valeurs de l'Association, composé notamment de membres de la congrégation Dominicaines de NOTRE DAME DU TRES SAINT ROSAIRE DE MONTEILS ; et à la refonte du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration intègre désormais des acteurs locaux de la société civile issus du monde de la santé et de l'économie locale. Les membres de droit de l'Association disposent d'un poste d'administrateur réservé ainsi que le Maire de la ville de BIDART.
- La nomination d'un nouveau Directeur.

- La signature d'un Groupement de Coopération Sanitaire (GCS) avec le Centre Hospitalier de la Côte Basque (CHCB) afin de coordonner les activités de soins de suite et de réadaptation mais aussi de formation et de recherche.

L'activité de l'établissement avait pâti en 2023 de cette situation. Son taux d'occupation au plus fort de la crise était descendu à 30% pour revenir progressivement à une activité complète en juin 2023. L'activité de l'exercice 2024 est totalement revenue à la normale. Le rappel de cette situation a pour objet de concourir à la bonne lecture des présents états financiers en rappelant que l'activité de l'année 2023 et 2024 n'a pas été strictement linéaire.

Cette crise a engendré plusieurs litiges portés aux prud'hommes. Les litiges prud'hommes déclarés au cours de l'exercice 2023, non soldés à la clôture de l'exercice 2024, font l'objet de provisions pour risques.

La composition de l'équipe médicale s'est stabilisée au cours du premier semestre 2024.

L'Association a fait l'objet d'un contrôle URSSAF qui avait débuté le 18 décembre 2023 sur les exercices 2021 et 2022. L'Urssaf a communiqué sa lettre d'observations le 20 novembre 2024. La vérification a entraîné un rappel de cotisations d'un montant total de 3 305 €.

L'Association a créé un Fonds de dotation baptisé Fonds de Dotation Embruns (FDE). En tant que fondateur de ce fonds elle s'est engagée au 31 décembre 2024 à apporter une somme de 15 000 €.

Dans le cadre de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, modifiée par la loi n°2023-1107 du 29 novembre 2023 portant transposition de l'accord national interprofessionnel relatif au partage de la valeur au sein de l'entreprise, l'employeur a la faculté d'octroyer une prime dite "de partage de la valeur (PPV)". Ce dispositif bénéficie de certaines exonérations fiscales et sociales dès lors que le versement de ladite prime PPV intervient entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026, sous réserve de remplir certaines conditions.

Pour améliorer le pouvoir d'achat de ses collaborateurs, l'Association a décidé de répondre favorablement à cet appel lancé par le Gouvernement en faveur de la hausse du pouvoir d'achat en versant en décembre 2024 une prime d'un montant total maximum de 1 107,42 € par salarié.

Le total des Primes de Partage de la Valeur versées par l'Association s'élève à 106 282 € bruts.

Dans le cadre du GCS l'Association a financé l'acquisition d'un exosquelette de marche motorisé EKSO NR pour un coût total de 172 451 €. Le financement annuel obtenu pour ce nouveau plateau technique spécialisé est partagé avec le CHCB déduction faite des charges de fonctionnement. Le résultat excédentaire de cette activité pour 2024 fait l'objet d'une quote-part de résultat reversée au CHCB de 26 433 €.

La commission de la Haute Autorité de Santé (HAS), à la suite de son inspection du mois de juin 2024, a certifié l'établissement, qualité des soins confirmée, le 27 novembre 2024.

Focus sur les consommations de l'exercice en provenance des tiers

L'Association a renforcé ses dépenses de maintenance du matériel médical et non médical en souscrivant plusieurs contrats de maintenance visant à prévenir les pannes, donc l'indisponibilité des infrastructures pour les patients, et à prolonger la durée de vie des matériels dans une optique économique et écologique de préservation des ressources.

L'Association a également procédé aux travaux de désamiantage du 6^{ème} étage du bâtiment principal, a poursuivi la réfection des peintures intérieures du bâtiment principal et de la chapelle.

Dans le cadre du dossier de dommage ouvrage ouvert sur les travaux de construction de la balnéo des travaux d'étalement provisoire ont été demandés par l'expert en charge du dossier. Ils ont été réalisés en décembre 2024 lors de l'entretien annuel du bassin. Le coût a intégralement été pris en charge par la compagnie d'assurance.

Des dépenses de mises en œuvre de modules complémentaires au logiciel HOPITAL MANAGER ont été réalisées afin de conformer le module facturation de ce progiciel aux standards attendus par la CPAM. Il s'agit des modules FIDES (Facturations Individuelles des Etablissements de Santé) pour l'activité d'Actes et Consultations Externes (ACE) ; CDRI (Consultation des Droits Intégrée) permettant un accès systématique aux équipes administratives aux droits ouverts aux patients par l'assurance maladie obligatoire et ROC (Remboursement des Organismes Complémentaires) pour une dématérialisation des échanges entre établissements de santé et complémentaire santé.

Des dépenses de fiabilisation du paramétrage du logiciel de paye ont été engagées à travers la souscription d'un contrat d'infogérance permettant au service RH de déléguer à la société CEGI la mise à jour du logiciel de paye et ainsi d'éviter les erreurs dans le calcul des salaires et des cotisations sociales qui peuvent être engendrées par une implémentation erronée des mises à jour faites manuellement.

L'Association a également engagé des honoraires d'étude, de faisabilité et de conseils dans le cadre de la réflexion sur l'évolution des infrastructures immobilières en préambule de l'élaboration du projet d'établissement en 2025.

Eléments exogènes

Depuis 2022, le contexte économique inflationniste contribue à renchérir le coût de l'ensemble des consommations en provenance des tiers. Le taux d'inflation en 2022 s'est élevé à 5,2%, en 2023 à 4,9% pour revenir à un taux normalisé de 2% en 2024.

Le secteur de la santé fait face à des difficultés de recrutement et d'attractivité qui impactent aussi l'établissement à travers une augmentation du roulement du personnel, un absentéisme accru et le recours donc plus fréquent à du personnel intérimaire et du personnel employé en CDD.

Pour faire face aux enjeux d'attractivité, et dans l'attente de la finalisation des travaux relatifs à la Convention collective unique étendue (CCUE), la Confédération des employeurs du secteur sanitaire, social et médico-social privé à but non lucratif, AXESS, a émis une recommandation patronale, applicable à l'Association, visant à :

- Répondre à l'urgence des bas salaires avec une prime rétroactive au 1^{er} juillet 2023, versée jusqu'à la mise en œuvre de la future classification. Elle permet de revaloriser les salaires des professionnels qui perçoivent une rémunération inférieure ou égale à 23 822 € bruts annuels pour un temps plein.
- Revaloriser les professionnels du secteur avec une prime de 1,3% de la rémunération, pour les professionnels ayant une rémunération brute annuelle maximale de 41 750 €. Cette prime est versée mensuellement. Son effet a été rétroactif au 1^{er} juillet 2023.
- Revaloriser le travail de nuit, de dimanches et jours fériés. La recommandation patronale met en place une indemnité forfaitaire de 11 € bruts pour une plage horaire de 9 heures de travail

de nuit. La recommandation patronale met en place également une indemnité forfaitaire de 4,63 € bruts pour une plage horaire de 8 heures de travail les dimanches et jours fériés.

Le total des primes versées par l'Association à la suite de la mise en œuvre de cette recommandation s'élève à 71 149 € bruts en 2024.

Evolution du financement national des activités de soins médicaux et de réadaptation (SMR) au 1^{er} juillet 2023

Pour rappel, l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale (LFSS) pour 2016 a introduit un nouveau modèle de financement. La mise en œuvre de ce nouveau modèle a débuté en 2017 avec l'instauration d'un dispositif transitoire combinant anciennes (90%) et nouvelles modalités de financement (10%) afin de permettre aux établissements d'appréhender la réforme progressivement, en limitant les effets revenus, et de finaliser en parallèle les évolutions techniques et organisationnelles nécessaires. Selon les dispositions de l'article 107 de la LFSS pour 2023, le nouveau modèle de financement est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2023, avec une mise en œuvre a posteriori. Le décret d'application n°2023-696 du 29 juillet 2023 a été publié au Journal Officiel du 30 juillet 2023.

Ce modèle se compose :

- De financements issus de l'activité qui représente 50% du financement total des établissements SMR. Pour chaque séjour, l'établissement percevra un montant forfaitaire correspondant aux tarifs (GMT) en vigueur.
- De compartiments forfaitaires de deux types :
 - Des compartiments ciblés (plateaux techniques spécialisés, activités d'expertise financées en dotations MIGAC...) qui permettent de prendre en compte les profils spécifiques des établissements très spécialisés et de stabiliser leurs financements
 - Le compartiment dit « dotation populationnelle » qui permet de mettre en relation l'allocation de financement et le besoin de santé au niveau territorial. Cette dotation sera répartie sur la base de critères démographiques et épidémiologiques ayant un impact direct sur le recours aux activités de SMR.
- Un financement à la qualité à travers le dispositif d'incitation au financement de l'amélioration de la qualité (IFAQ) adapté au champ des soins médicaux et de réadaptation.

Une dotation de transition dégressive est prévue pour accompagner ce changement de financement qui a pour objectif de lisser les effets sur les recettes de la réforme sur plusieurs années en majorant ou minorant la part forfaitaire. Elle sera calculée une seule fois sur la base de l'année 2022. Il s'agit du différentiel entre d'une part, les recettes théoriques pour l'année 2022 issues du financement mixte (le nouveau modèle) et d'autre part, les recettes perçues pour les mois de soins 2022.

Le décret n°2023-696 prévoit toutefois que pour la période du second semestre 2023, les vecteurs de financement pour les activités de SMR restent inchangés (DAF, DMA, MIGAC...). L'impact financier de la réforme ne s'appliquera qu'a posteriori en 2024. De plus, le décret allonge la phase de transition de la réforme du financement des établissements SMR. Ainsi, la dotation de transition prendra fin au 31 décembre 2027 au lieu du 31 décembre 2025 prévu initialement.

a) Principes comptables généraux

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivante :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrites ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

b) Principes comptables sectoriels

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, au règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- Du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- Des instructions comptables M21 (arrêté du 30 octobre 2006 et suivants) applicables aux établissements de santé public et aux ESPICS (Etablissement de Santé Privé d'Intérêt Collectif),
- Des spécificités établies par notre organisme financeur dans le cadre de la fixation de :
 - Certains tarifs des prestations (prix de journée)
 - La dotation annuelle de financement (D.A.F./M.I.G.A.C. / F.I.R.)
 - Des tarifs soins et forfaits journaliers.

c) Dispositions spécifiques aux principes comptables

Comptabilisation de fonds dédiés

La partie des ressources dédiées par des tiers financeurs à des projets définis qui, à la clôture de l'exercice, n'a pu être utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard est comptabilisée au compte de passif « Fonds dédiés » avec pour contrepartie une charge comptabilisée dans le compte « Reports en fonds dédiés ».

Sont comptabilisés, à la clôture de l'exercice, dans les comptes de fonds dédiés, les montants non utilisés pendant l'exercice des ressources suivantes :

- subventions d'exploitation ;
- contributions financières reçues d'autres personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- ressources liées à la générosité du public comprenant les dons manuels, le mécénat, les legs, donations et assurances-vie.

Les sommes inscrites au passif en « Fonds dédiés » sont rapportées en produit au compte de résultat au cours des exercices suivants, au fur et à mesure de la réalisation du projet défini, par le crédit du compte « Utilisations de fonds dédiés ».

Les financements obtenus de l'ARS dans le cadre des Missions d'Intérêt Général et d'Aides à la Contractualisation (MIGAC), des subventions du Fond d'Intervention Régional (FIR) et des Contrats

d'Amélioration de la Qualité et de l'Efficiencia des Soins (CAQES) sont suivis le cas échéant en fonds dédiés. Il en va de même du financement obtenu de l'ATIH dans le cadre de L'Etude Nationale de Coûts à méthodologie commune (ENC).

d) Méthodes d'évaluation

1) Immobilisations Incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- les coûts directement attribuables à la préparation de cet actif en vue de l'utilisation envisagée.

L'Association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition de l'immobilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 2 à 5 ans.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

2) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition comprenant :

- Le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement,
- les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction.

L'Association a opté pour le rattachement au coût d'acquisition de l'immobilisation des droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, liés à l'acquisition.

Durées d'amortissement des biens non décomposables :

Installation Générale Aménagements et Agencements des Constructions	10 à 20 ans
Ouvrages d'infrastructures – Voiries	15 ans
Installations complexes à caractère spécialisé	10 à 20 ans
Matériel et outillages	5 à 10 ans
Matériels de transport	5 ans
Mobiliers et matériels de bureau	5 à 10 ans
Autres immobilisations	5 à 10 ans

Durées d'amortissement des biens décomposables (constructions et aménagements) :

Les mises en service nouvelles des constructions font l'objet d'une comptabilisation et d'un amortissement linéaire par composant suivant les recommandations du Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) :

Composant	% composant	Durée d'amortissement
Bâtiment - Structure	77,2	40 ans
Bâtiment - Menuiserie	3,3	15 ans (1)
Bâtiment - Chauffage	3,2	30 ans
Bâtiment - Etanchéité / Isolation	1,1	15 ans
Bâtiment - Ravalement	2,1	7 ans (2)
Bâtiment - Electricité	5,2	20 ans
Bâtiment - Plomberie / Sanitaires	4,6	25 ans
Bâtiment - Ascenseur	2,8	18 ans
Bâtiment - Aménagements extérieurs	0,5	15 ans

(1) Le CSTB préconise une durée de 25 ans réduite à 15 ans pour l'établissement sis à BIDART en raison de la corrosion rapide due à la salinité de l'air marin.

(2) Le CSTB préconise une durée de 15 ans réduite à 7 ans pour l'établissement sis à BIDART en raison de la corrosion rapide due à la salinité de l'air marin.

Dans le cadre d'une réhabilitation, d'un remplacement ou d'une création de composant la répartition se fait sur la base de la facture. Si les travaux impactent plusieurs composants et que des honoraires de maîtrise d'œuvre ou de bureaux d'études sont dus, ces honoraires seront répartis sur chacun des composants et amortis suivant le plan d'amortissement du composant. La répartition se fera en pourcentage du coût de chacun des composants impactés par rapport au coût total des travaux.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué. Si la valeur actuelle de l'actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est effectivement constatée dans les comptes.

Observation sur le traitement comptable de la balnéothérapie.

Suite à son achèvement et à sa mise en service en date du 15/03/2014, la balnéothérapie a été inscrite en compte d'immobilisations :

- 21356 immobilisations corporelles constructions gros œuvre pour un total brut de 1 359 484 €,
- 21818 immobilisations corporelles agencements pour un total brut de 1 802 894 €.

Par décision du conseil d'administration du 02/05/2018, et compte tenu d'une perte de valeur irréversible de la balnéothérapie durant l'exercice 2017, il a été décidé de constater une dépréciation exceptionnelle des installations.

Les éléments composants la construction (à l'exception des terrassements et fondations) voient leur durée d'utilisation significativement réduite.

Il s'agit donc d'un changement d'estimation comptable de la durée d'amortissement résiduelle des actifs au 31/12/2017.

Ce changement est traduit ainsi dans les comptes :

Dépréciation de la valeur nette comptable au 31/12/2017, en lien avec la valeur actuelle dépréciée.
Constatation d'une dépréciation irréversible par dotation d'un amortissement exceptionnel : 324 716 €.

A compter du 01/01/2018, modification prospective du plan d'amortissement :

Prise en compte des nouvelles durées d'amortissements sur la base de la nouvelle valeur comptable dépréciée :

Valeur nette comptable 31/12/2017 non dépréciée : 2 523 899 €

Amortissement exceptionnel 2017 : - 324 716 €

Nouvelle valeur nette comptable : 2 199 183 €

Nouvelles durées d'amortissements aux 01/01/2018 adaptées aux nouvelles durées d'utilisations des biens décomposés.

- Honoraires des géomètres, architectes, et bureaux d'études : 12 ans.
- Gros œuvre terrassement et fondations : 30 ans
- Agencements de second œuvre : entre 7 et 12 ans.

Décision du conseil d'administration en date du 19/05/2021

Contexte : un rapport d'expertise complémentaire daté du 09/01/2021 a noté « une aggravation des désordres visibles dans les bassins » et « une dissolution totale et localisée des aciers dans les 2 zones sondées ».

Il a été envisagé de procéder à une nouvelle modification du plan d'amortissement de la balnéothérapie.

Le calcul de la dépréciation consiste à recalculer sur la période 2018-2020 les plans d'amortissements de la balnéothérapie, avec pour nouvelle fin d'amortissement théorique des composants le 31/12/2024. (La majeure partie devant initialement prendre fin en 2029).

Donc, il est procédé à une révision rétrospective au 01/01/2018 (date de la première révision initiale) du plan d'amortissement sur la période 2018-2020 par constatation de la dépréciation complémentaire au 31/12/2020.

La différence entre la valeur nette comptable réelle au 31/12/2020 des composants dépréciés (plan d'amortissement révisé en 2018), et la valeur nette comptable théorique (nouveau plan d'amortissement révisé en 2020), conduit à constater une dépréciation de la Balnéothérapie à hauteur de 390 348 € au 31/12/2020, c'est à dire de 130 116 € annuel pour les 3 années 2018, 2019, 2020.

Une dépréciation complémentaire est appliquée de manière prospective sur les 4 années restant à courir 2021- 2024 pour constater la réduction de la durée d'amortissement de la balnéothérapie, toutes les immobilisations étant censées être dépréciées au 31/12/2024 : impact en 2024 : dépréciation complémentaire de 129 957 €.

La dépréciation globale de la balnéothérapie s'élève à 910 336 € au 31/12/2024.

La reprise de la dépréciation s'effectuera à compter du 01/01/2025 et les dates d'amortissements prévues à l'origine.

3) Les stocks

Les stocks représentent les stocks pharmaceutiques et fournitures générales de l'établissement.

La valorisation des stocks de la pharmacie et des magasins généraux est appréciée selon la méthode du P.M.P. (Prix Moyen Pondéré). Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur à l'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

4) Les créances et dettes

Les créances et dettes sont valorisées à la valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu ou en cas de litige avec les autorités de tarification.

Les montants des provisions sont ajustés en fonction des risques les plus probables à la date d'établissement des comptes.

5) Placements de trésorerie

Comptes à terme (CAT) €uro : ils sont valorisés à la valeur nominale dans le poste disponibilités. A la clôture, les intérêts courus non échus sont estimés et comptabilisés dans le même poste.

Les valeurs mobilières de placement figurent au bilan pour leur valeur d'acquisition. Elles font, lorsque nécessaire, l'objet d'une provision calculée pour chaque ligne de titre d'une même nature, afin de ramener leur valeur au cours de bourse moyen du dernier mois, ou à leur valeur de négociation probable pour les titres non cotés. Les plus ou moins-values de cession sont enregistrées selon la méthode PEPS (ou FIFO) – Premier Entré Premier Sorti.

6) Les subventions d'investissement

Dans le cadre de différentes conventions signées avec les financeurs, des subventions ayant pour objet la réalisation d'investissements sont comptabilisées au passif du bilan en subvention d'investissement.

Ces subventions sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que l'amortissement des actifs subventionnés.

7) Les provisions

Conformément au règlement ANC n°2014-03, des provisions pour risques et charges sont constatées lorsque l'Association a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle devra faire face à une sortie de ressources au profit de ce tiers et ce, sans contrepartie. Ces provisions sont estimées en prenant en considération les hypothèses les plus probables à la date d'arrêté des comptes.

Traitement des Indemnités de fin de carrière

Les engagements liés aux indemnités de fin de carrière au 31/12/2024 sont enregistrés en comptabilité.

Le calcul qui a été effectué au 31/12/2024 en référence à la convention FEHAP CC51 a fait ressortir une dette actuarielle de 578 631 €.

Ce calcul a été effectué en fonction des paramètres suivants :

- Augmentation annuelle des salaires de 2%
- Départ prévu à 64 ans pour les salariés nés à partir de 1968
- Départ prévu entre 62 et 64 ans pour les salariés nés avant 1968, intégrant la progressivité du passage de l'âge de départ légal de 62 ans à 64 ans
- Taux de rotation du personnel 2% pour les non-cadres uniquement
- Taux de charges sociales de 62% pour les cadres et 55 % pour les non-cadres
- Table de mortalité utilisée est la table réglementaire TV88/90

➤ Taux d'actualisation de 3.3%

Les implications sur les comptes 2024 sont les suivantes :

La variation de la provision de l'année 2024 est de -9 032 € pour le personnel médical et de + 31 101 € pour le personnel non médical.

Cela correspond à la différence entre le calcul de la dette actuarielle au 31/12/2023 (556 562 €) et celle au 31/12/2024 (578 631 €).

8) Dettes financières

Renégociation de l'emprunt DEXIA souscrit en 11/2002 pour 3 048 980 € (20 000 000 F)

Le capital restant dû au 31/12/2014 s'élève à 2 983 427,27 €.

La date de fin de remboursement était prévue en 2032.

Un nouvel emprunt de refinancement a été signé le 03/07/2014, avec effet au 01/11/2014, aux conditions suivantes :

- Capital refinancé emprunté : 2 983 427,27 €
- Taux fixe : 4,70 %
- Indemnité compensatrice intégrée dans le capital restant dû : 177 038,62 €

Total du capital restant dû au 01/11/2014 : 3 160 465,89 €

Date de la dernière échéance de remboursement : 01/10/2032

Indemnité Forfaitaire de 150 000 € versée en date du 01/10/2014 tirée sur le compte bancaire CAISSE D'EPARGNE.

Indemnité compensatrice « prise en compte dans les conditions financières du contrat de prêt de refinancement », d'un montant de 1 214 961,38 € qui consiste en l'intégration de cette somme aux intérêts futurs, contrepartie à la renégociation du taux du nouvel emprunt.

La totalité des « indemnités compensatrices dérogatoires » s'élève donc à : 1 214 961,38 + 177 038,62 + 150 000 = 1 542 000 €.

Traitement comptable

L'indemnité compensatrice intégrée dans le capital restant dû de 177 038,62 € a été enregistrée en compte de charges 6681 par le compte de dette d'emprunt 164211 sur l'exercice 2014.

Indemnité Forfaitaire de 150 000 € versée en date du 01/10/2014 a été enregistrée en compte de charges 6681 par la banque CAISSE D'EPARGNE sur l'exercice 2014.

Indemnité compensatrice « prise en compte dans les conditions financières du contrat de prêt de refinancement », d'un montant de 1 214 961,38 €, a fait l'objet d'une comptabilisation pour ordre, afin de fournir une information comptable exhaustive :

Sur l'exercice 2014, comptabilisation en compte de charge 6682, par le compte de produit 7962.

Le total des « indemnités compensatrices dérogatoires » de 1 542 000 € fait l'objet d'un étalement sur la durée du nouvel emprunt (18 ans).

Les 1 214 961,38 € sont étalés de facto, car étant intégrés dans les intérêts annuels des 18 années restant à courir.

Les 150 000 € + 177 038, 62 € = 327 038,62 € sont étalés via un compte d'actif 48160, couplé au compte 7961 afin de neutraliser les charges ainsi étalées.

Le montant net du compte 48160 au 31/12/2024 s'élève à 140 816 €.

La charge financière d'étalement est constatée au compte de charges financières à étaler 68621 pour un montant de 18 168 € en 2024.

NOTES SUR LE BILAN ET LE COMPTE DE RESULTAT

Note 1 – Tableau des immobilisations

Poste du bilan	Situations et mouvements	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Valeur brute à la clôture de l'exercice
			Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions	Mises hors service	Virements de poste à poste	
	Immobilisations incorporelles	162 840	-	-	-	-	-	162 840
	Concessions, brevets, licences, marques,...	162 840	-	-	-	-	-	162 840
	Immobilisations corporelles	13 466 419	394 229	-	220	45 837	-	13 814 591
	Terrains	12 196	-	-	-	-	-	12 196
	Constructions	10 672 568	96 422	-	-	-	-	10 768 990
	Installations techniques, matériels et outillage	1 880 485	204 656	-	-	3 163	-	2 081 978
	Autres immobilisations corporelles	901 170	93 151	-	220	42 675	-	951 427
	Immobilisations financières	1 212 338	15 000	-	-	121 259	-	1 106 079
	Participations et créances rattachées	-	15 000	-	-	-	-	15 000
	Autres titres immobilisés	303 600	-	-	-	-	-	303 600
	Autres immobilisations financières	908 738	-	-	-	121 259	-	787 479
	Total des immobilisations	14 841 597	409 229	-	220	167 096	-	15 083 510

Le poste « participation et créances rattachées » enregistre l'apport initial réalisé au Fonds de Dotation Embruns (FDE). En tant que fondateur de ce fonds l'association s'est engagée au 31 décembre 2024 à apporter une somme de 15 000 € constitutive de fonds consommables pour le FDE

Le poste « autres titres immobilisés » enregistre la valeur comptable de 15 180 parts sociales CAISSE D'EPARGNE dont est titulaire l'Association.

Les autres immobilisations financières sont composées :

- De dépôts et cautionnement à récupérer pour 2 142 €. Pas de mouvement sur l'exercice.
- De la créance glissante dite de l'article 58 (en référence à un article du décret d'août 1983 sur la dotation globale) qui est apparue lorsque le budget global a succédé en 1984 et 1985 à un système de financement des hôpitaux par prix de journée. Lors du passage en budget global, des factures qui n'avaient pas été émises au 31 décembre de l'année de transition (qui était différente selon le statut des établissements) n'ont pas été remboursées par les organismes d'Assurance maladie : 179 040 €.
- Une créance de 606 297 € correspondant à la dotation allouée aux établissements de Soins de Suites et de Réadaptation pour la restauration des capacités financières. Conformément aux instructions de la LFSS 2021, ces fonds sont enregistrés à l'actif en créance immobilisée, par la contrepartie d'un compte de fonds propres. Le versement de ce financement de 1 212 593 € est échelonné sur 10 ans. L'Association a perçu le 10^{ème} lié à l'exercice 2024, 121 259 € qui explique à eux seul la diminution du poste autres immobilisations financières entre les deux exercices. Il reste cinq ans de versement en attente.

Note 2 – Tableau des amortissements

Situations et mouvements Poste du bilan	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice			Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
			Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service	
Immobilisations incorporelles	161 166	994	-	-	-	162 160
Concessions, brevets, licences, marques,...	161 166	994				162 160
Immobilisations corporelles	9 293 737	570 425	-	8	45 837	9 818 317
Constructions	7 356 816	340 807				7 697 623
Installations techniques, matériels et outillage	1 264 588	168 339			3 163	1 429 764
Autres immobilisations corporelles	672 333	61 279		8	42 675	690 930
Total des Immobilisations	9 454 903	571 418	-	8	45 837	9 980 476

Note 3 – Tableau des dépréciations

Situations et mouvements Poste du bilan	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
- Dépréciation complexe de balnéothérapie	780 379	129 957		910 336
- Dépréciation exosquelette		8 764		8 764
Stocks				
Créances				
- Dépréciation du fond de placement GAN retraite	3 046		3 046	-
- Dépréciation sur les créances de l'activité annexe (Loyer des locaux)		3 378		3 378
Immobilisations financières				
- Dépréciation de la dotation initiale du Fonds de Dotation des Embruns (FDE)		15 000		15 000
- Dépréciation de la créance art 58 Assurance maladie	179 040			179 040
Total des dépréciations	962 465	157 099	3 046	1 116 518

Note 4 – Tableau des provisions

Situations et mouvements Poste du bilan	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice			Diminutions reprises de l'exercice			Provisions à la fin de l'exercice
		Exploitation	Financier	Exceptionnel	Exploitation	Financier	Exceptionnel	
Provisions réglementées								
Provisions pour risques	256 790	3 100	-	40 600	2 983	-	-	297 507
- Litiges Prud'hommes en cours	240 000			40 600				280 600
- Adaptation au droit européen de l'acquisition des congrés payés pendant les périodes d'absence maladie	16 790				2 983			13 807
- Correction de cotisations sociales		3 100						3 100
Provisions pour charges	556 562	31 101	-	-	9 032	-	-	578 631
- Indemnités de fin de carrière du personnel médical	65 190				9 032			56 158
- Indemnités de fin de carrière du personnel non médical	491 372	31 101						522 473
TOTAL	813 352	34 201	-	40 600	12 015	-	-	876 138

Note 5 – Etat des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice, compris charges à payer et les produits à recevoir.

Créances (a)	Montant Brut	Liquidité de l'actif		Dettes (b)	Montant Brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à moins 1 an	Echéance à plus 1 an			Echéance à moins 1 an	Echéances	
							à plus 1 an	à plus 5 ans
<u>Créance de l'actif immobilisé :</u>				<u>Emprunts obligataires et assimilés</u> (titres associatifs) (2)				
Créances rattachées à des participations								
Prêts (1)				<u>Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :</u>				
Autres				- à 2 ans au maximum à l'origine	3 284 819	419 440	1 695 192	1 170 187
- à plus de 2 ans à l'origine								
<u>Créances de l'actif circulant :</u>								
<u>Créances clients, usagers et comptes rattachés</u>				<u>Emprunts et dettes financières divers (2)</u>				
- Patients	22 764	22 764		- Dépôt et cautionnement versé	540			540
- CPAM - Caisse Pivot	439 660	439 660		- Intérêts courus sur emprunts	24 321	24 321		
- Régime général	33 656	33 656						
- Mutuelles	155 744	155 744		<u>Dettes Fournisseurs et comptes rattachés</u>				
- Organismes extérieurs	253	253		- Fournisseurs	249 863	249 863		
- Clients (activités subsidiaires)	9 078	9 078		- Fournisseurs factures non parvenues	158 092	142 460		
- Clients douteux (activités subsidiaires)	3 378	3 378						
- CPAM produits à recevoir : produits de l'activité des mois de novembre et décembre 2024	699 449	699 449		<u>Dettes fiscales et sociales</u>				
- Produits à recevoir	956	956		- Personnel et comptes rattachés	564	564		
<u>Autres créances</u>				- CSE versements dus	16 489	16 489		
- Fournisseurs débiteurs	319	319		- Provisions de charges dues au personnel (conges payés, rtt...)	288 392	288 392		
- Avoirs et RRR à recevoir				- Dettes envers les organismes sociaux	384 837	384 837		
- Personnel et comptes rattachés	513	513		- Provisions de charges sociales sur charges dues au personnel	167 463	167 463		
- CPAM - Prévoyance : indemnités journalières à recevoir	13 161	13 161		- Dettes fiscales (impôts et taxes et versements assimilés - impôts sur les revenus du patrimoine)	184 804	190 853		
- ARS - Subvention d'investissement								
- CARSAT - Subvention d'investissement	1 400	1 400		<u>Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés</u>				
- ARS - Subvention d'exploitation	25 383	25 383						
- Etat produits à recevoir	37 910	37 910		<u>Autres dettes</u>				
- Indemnité d'assurance dommage ouvrage pour le bâtiment de balnéothérapie	27 840	27 840		- Patients - Comptes créditeurs	822	822		
				- Mutuelles - Comptes créditeurs	540	540		
<u>Charges constatées d'avance</u>	34 569	34 569		- Clients (activités subsidiaires) (comptes créditeurs)	891	891		
				- Fonds initiaux à libérer pour le Fonds de Dotation des Embruns (FDE)	15 000	15 000		
				- Opérations faites en commun dans le cadre du Groupement de Coopération Sanitaire	26 433	26 433		
				<u>Produits constatés d'avance</u>				
TOTAL	1 506 030	1 506 030	-	TOTAL	4 803 870	1 928 368	1 695 192	1 170 727
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice	406 848			

Note 6 – Trésorerie

Nombre et valeur	Valeurs mobilières de placement			
	A l'ouverture de l'exercice	Mouvements intervenus au cours de l'exercice		
		Acquisition	Cession	Reclassement
Nombre		230,936	165,6403	
Valeur brute €		2 499 999	1 799 996	
Dépréciation €				
Valeur nette €				714 338

L'Association a diversifié ses placements de trésorerie en souscrivant des parts d'OPCM monétaire bénéficiant d'un rendement financier supérieur aux comptes à termes depuis la baisse des taux engagés par la BANQUE CENTRALE EUROPEENNE (BCE) en juin 2024.

Les produits financiers nets sur cession de valeurs mobilières de placement s'élèvent à 6 856 € au 31 décembre 2024.

Disponibilités	Montant	Liquidité	
		Échéance à -1 an	Échéance à +1 an
Trésorerie placée	3 667 552	3 267 552	400 000
- dont sur comptes à termes	3 000 000	2 600 000	400 000
- dont sur livrets d'épargne	667 552	667 552	
Compte bancaires et de caisse	199 114	199 114	
Intérêts courus à recevoir	75 734	72 117	3 617
TOTAL	3 942 401	3 538 783	403 617

Note 7 – Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres statutaires	251 772				251 772
Fonds propres complémentaires	1 212 593				1 212 593
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	872 543				872 543
Report à nouveau	1 608 872	- 114 546			1 494 326
Excédent ou déficit de l'exercice	- 114 546	114 546	398 296		398 296
Situation nette	3 831 234	-	398 296	-	4 229 530
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	124 632			- 21 299	103 333
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	3 955 866		398 296 -	21 299	4 332 863

Les fonds propres complémentaires correspondent à la dotation allouée aux établissements de Soins de Suites et de Réadaptation pour la restauration des capacités financières. Conformément aux instructions de la LFSS 2021, ces fonds sont enregistrés à l'actif en créance immobilisée, par la contrepartie d'un compte de fonds propres. Le versement de ce financement de 1 212 593 € est échelonné sur 10 ans.

Les subventions d'investissement sont rapportées au compte de résultat d'exploitation au même rythme que les actifs subventionnés. La diminution du poste de 21 299 € correspond au total des reprises effectuées au cours de l'exercice 2024.

Note 8 – Les fonds dédiés

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont rembourse ments		Montant global	Dont fonds dédiés correspondants à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation :	45 220	35 000	45 220	-	-	35 000	-
- dont fonds dédiés aux investissements							
- dont fonds dédiés à l'exploitation	45 220	35 000	45 220	-		35 000	
Contributions financières des autorités de tarification :	365 944	-	105 788	-	-	260 156	-
- dont fonds dédiés aux investissements							
- dont fonds dédiés à l'exploitation	365 944		105 788			260 156	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	411 164	35 000	151 008	-	-	295 156	-

L'Association a adressé une proposition à l'ARS par un courrier en date du 10 décembre 2024 de réaffectation des fonds dédiés, constitués à partir du financement des molécules onéreuses, sur la prise en charge de patients ayant des affections oncologiques. L'Association ne dispose pas de la spécialité oncologique mais collabore avec le Centre Hospitalier de la Côte Basque et d'autres établissements de la région, disposant de cette spécialité, pour permettre la prise en charge de ce type de pathologie au sein de sa structure de soin et ainsi accroître la capacité d'accueil régional des patients atteints de ce type d'affection. Les 110 143 € réaffectés permettront ainsi d'amorcer le financement, sur les premières années, d'un poste de psychologue pour accompagner les patients atteints de cancers et faciliter la prise en charge par l'établissement, ainsi que le lien avec les autres partenaires.

Les fonds dédiés constitués à partir du financement des transports sur les exercices antérieurs et présentant un solde de 150 013 € seront affectés à la charge de transport à l'euro près au cours des exercices à venir jusqu'à leur complète utilisation.

Note 9 – Produits d'exploitation

Composition détaillée des produits annexes à l'Activité Hospitalière	Montant
Ventes de Marchandises	2 043 €
Ventes de prestations de services :	1 396 757 €
- Produits des services exploités dans l'intérêt du personnel	28 804 €
- Prestations délivrées aux usagers et accompagnants	1 178 678 €
- Locations diverses	35 579 €
- Redevances commerciales, location téléviseurs, produits audio et vidéo	153 276 €
Autres	420 €
Produits annexes à l'Activité Hospitalière	1 398 800 €
Composition détaillée des produits de l'Activité Hospitalière	Montant
Produit issu du financement des prestations de soins de l'activité SMR - Forfaits "Groupes Médico-Tarifaires" (GMT)	6 343 332 €
- Dont financement lié à l'exercice 2023 notifié par l'ARS en 2024 postérieurement à la clôture des comptes	30 477 €
Produit issu du financement de l'activité SMR - Transport	150 523 €
Dotation forfaitaire SMR Populationnelle	2 651 519 €
Dotation forfaitaire SMR de transition	1 787 783 €
Dotation forfaitaire SMR pédiatrie	5 054 €
Dotation forfaitaire SMR mesures RH	459 410 €
Produit issu du financement des médicaments facturés en sus des séjours SMR	28 990 €
Produits issus du financement des plateaux techniques spécialisés	330 559 €
Produits issus des actes et consultations externes SMR	23 161 €
Dotation Modulée à l'Activité et Amélioration de la Qualité	125 122 €
Dotation Annuelle de financement (DAF) - Ancien mode de financement	116 204 €
- Dont produit constaté d'avance (PCA) 2023 Guérini repris en 2024	106 215 €
- Dont financement lié à l'exercice 2023 notifié par l'ARS en 2024 postérieurement à la clôture des comptes	9 989 €
Dotation forfaitaire Mission d'Intérêt Général (MIG)	32 370 €
Dotation forfaitaire Aide à la Contractualisation (AC)	97 759 €
Produits des prestations faisant l'objet d'une tarification spécifique	4 730 €
- Dont financement lié à l'exercice 2023 notifié par l'ARS en 2024 postérieurement à la clôture des comptes	4 730 €
Produits à la charge de l'Assurance Maladie	8 571 489 €
Produits de la tarification en hospitalisation complète non pris en charge par l'assurance maladie	103 535 €
Produits de la tarification en hospitalisation incomplète non pris en charge par l'assurance maladie	36 470 €
Produits de la tarification des consultations et actes externes non pris en charge par l'assurance maladie	912 €
Forfait Journalier SSR	537 160 €
Produits des prestations de soins délivrées aux patients étrangers non assurés sociaux en France	154 795 €
Produits à la charge des patients, organismes complémentaires et compagnies d'assurance	832 872 €
Prestations effectuées au profit des malades d'un autre établissement	417 €
Produits de l'Activité Hospitalière (A)	9 404 778 €
Composition détaillée des subventions d'exploitation	Montant
ATIH - Subvention Etude Nationale des Coûts	51 412 €
Subvention Fonds Intervention Régional - Formation IPA "Infirmier en Pratique Avancée"	15 000 €
Subvention ARS - Financement d'exercices de cybersécurité permettant la continuité d'exploitation	5 600 €
Subvention d'exploitation (B)	72 012 €
Concours publics et subventions d'exploitation (A + B)	9 476 790 €

Note 10 – Transfert de charges

Transfert de charges	Montant
ETAT - Aide Contrat Unique d'Insertion (CUI)	3 874
OPCO - Remboursements de frais de formation	92 325
Assurance - Indemnité dommage ouvrage balnéothérapie	27 840
TOTAL	124 039

Note 11- Résultat exceptionnel

Charges Exceptionnelles	174 487 €
Dépréciation de la balnéothérapie	129 957 €
Pénalités, amendes fiscales et pénales	35 €
Autres charges exceptionnelles	3 683 €
Valeur nette comptable des actifs cédés (chaises)	212 €
Provisions pour risques de litiges prud'hommes	40 600 €
Produits Exceptionnels	23 540 €
Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat	21 299 €
Autres produits exceptionnels	1 616 €
Produit de cession des éléments de l'actif cédés (chaises)	625 €
Résultat Exceptionnel	- 150 947 €

AUTRES INFORMATIONS

Note 12 – Crédit-Bail

Poste de l'actif immobilisé	Terrains	Constructions	Installations matériel et outillage	Autres Immobilisations corporelles	Total
Valeur d'origine					
Amortissements					
- cumul exercices antérieurs					
- dotation de l'exercice					
VNC des biens à la clôture					
Redevances payées					
- cumul exercices antérieurs					
- exercice				8 405	
Total des redevances payées (TTC)				8 405	
Redevance restant à payer					
- à un an au plus				8 405	
- à cinq ans au plus				18 911	
- à plus de de cinq ans					
Total des redevances restant à payer (TTC)				27 315	
Valeur résiduelle					
- à un an au plus					
- à plus d'un an et cinq ans au plus					
- à plus de cinq ans					
Valeur résiduelle restant à verser					

Note 13 – Effectif moyen

Catégorie suivant SAE ⁽¹⁾	Femme	Homme	Total
Agents de service hospitalier qualifiés (ASHQ)	17,41	3,69	21,10
Aides-soignants	20,52	4,68	25,20
Assistants de service social	1,00		1,00
Autres emplois des services de rééducation	1,08	1,34	2,42
Autres personnels administratifs	10,43	2,01	12,44
Diététiciens	1,05		1,05
Ergothérapeutes	4,91	0,36	5,26
Infirmiers diplômés d'Etat (hors secteur psychiatrique)	17,45	3,18	20,63
Masseurs kinésithérapeutes	10,21	3,69	13,90
Médecins	3,00	0,75	3,75
Orthophonistes	1,05		1,05
Personnel de direction	0,40	1,00	1,40
Personnels de services de pharmacie	2,01	0,04	2,05
Personnels des services ouvriers et des services intérieurs		2,19	2,19
Pharmaciens	1,32		1,32
Psychologues	1,04		1,04
Secrétaires médicaux et assistants médico- administratifs	2,13		2,13
Surveillants, surv. chefs des pers. de rééducation et cadres non infirmiers	1,00		1,00
Surveillants, surv. chefs infirmiers et cadres infirmiers	0,33	0,68	1,02
Effectif moyen total en 2024	96,33	23,61	119,94

(1) SAE : Statistique annuelle des établissements transmis à la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES)

Note 14 – Rémunérations des cadres dirigeants

Dans le cadre de la loi N° 2006-586 du 23 mai 2006, sur le volontariat associatif, les rémunérations ainsi que leurs avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association, se sont élevés à 285 629 €, représentant uniquement des rémunérations.

Les administrateurs sont bénévoles et n'ont perçu à ce titre ni rémunération ni avantages en nature.

Note 15 – Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant des honoraires comptabilisé au sein du compte de résultat pour les honoraires liés à la mission de contrôle légal s'élève à 22 819 €. Ce montant intègre la T.V.A. correspondant aux honoraires facturés.

Note 16 – Charges liées à l'impôt

La charge d'impôt est due :

- A la possession d'instruments de trésorerie,
- Aux activités accessoires réalisées.

La charge constatée au titre de l'exercice 2024 s'élève à 36 881 €.